

Fainéants les fonctionnaires ?

Jean-Marie Harribey

12 octobre 2017

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/10/12/faineants-les-fonctionnaires>

Le gouvernement a préparé le projet de loi de finances pour l'année 2018. Le maître mot de ce projet, c'est diminuer les dépenses publiques par tous les moyens, notamment en diminuant de 120 000 le nombre de fonctionnaires et en privatisant certains services publics. Et la plupart des médias de répéter en boucle le mantra libéral. Même le magazine « 28 minutes » du 9 octobre 2017 a mis en exergue cette chose abominable : « la part du PIB consacrée aux dépenses publiques représente 56,2 % ».

À la base de l'offensive néolibérale pour délégitimer l'action publique, il y a l'idée que les travailleurs qui sont employés à produire de l'éducation publique, de la santé publique, des services municipaux, etc. seraient improductifs. Il s'ensuit que ces services non marchands n'existeraient que grâce à une ponction sur la valeur économique produite dans la sphère capitaliste, seule légitime puisque validée par le marché. Certains vont même jusqu'à dire crûment : « l'économie gratuite est intégralement financée par les producteurs de richesses marchandes, ceux qui, au sens propre, font du fric ».¹ Tout cela n'est que bluff idéologique, il n'empêche qu'il en découle des politiques visant à réduire la sphère non marchande par le biais de la baisse des dépenses publiques et sociales, toujours considérées comme excessives puisqu'elles se développeraient aux dépens de l'activité marchande.

Dans la fonction publique non marchande, on travaille et on produit

Les assertions libérales précédentes sont entièrement fausses mais ont l'apparence de la vérité et sont maquillées sous des conventions comptables qu'on peut facilement dévoiler. Tout d'abord, les travailleurs employés dans la fonction publique (fonctionnaires comme salariés sous droit privé) sont productifs, non seulement de services utiles (éducation, soins...), mais aussi de valeur économique, comptabilisée dans le PIB à hauteur des salaires versés. Dès lors, les impôts et cotisations constituent le paiement collectif du produit non marchand. Celui-ci s'ajoute au produit marchand et ne lui est pas soustrait : une vraie valeur ajoutée, monétaire, mais non marchande, qui a été validée par décision politique démocratique. Les prélèvements, dénommés souvent de manière péjorative « obligatoires », sont donc effectués sur un produit total déjà augmenté du produit non marchand.² Ainsi, pour l'année 2016, le produit non marchand brut des administrations publiques françaises représentait 366,1 milliards d'euros³, soit environ un tiers de la dépense publique totale. Pourquoi les idéologues libéraux s'acharnent-ils à contester ces faits avérés ? Parce que les forces de travail et les ressources matérielles utilisées pour produire des services non marchands ne sont plus disponibles pour produire du profit et donc pour accumuler du capital. On comprend que patronat et économistes bien-pensants soient vent debout contre un espace où règnent une « gratuité » construite socialement et donc un peu de solidarité.

¹ Jean Peyrelevade, « Quand l'économie du partage aveugle les anticapitalistes », *Les Échos*, 20 janvier 2016.

² Pour approfondir cet aspect théorique, voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013. Pour le débat que cela suscite avec les marxistes traditionnels, voir sur mon site, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/index-valeur.html>.

³ Si on soustrait de ce produit non marchand brut l'amortissement du capital public consommé (75 milliards), on obtient le produit non marchand net : 291,1 milliards d'euros. Source : INSEE, Tableau économique d'ensemble 2016.

Des chiffres qui sont des conventions sociales

Mais, au-delà de ces chiffres tout à fait officiels, il faut bien voir qu'ils ont une part de conventions sociales. Quand on dit que la dépense publique totale représente 1 260 milliards en 2016, soit 56,5 % du PIB, on oublie de préciser qu'y sont inclus 111,5 milliards de consommations intermédiaires, alors que le PIB auquel on les compare exclut toutes les consommations intermédiaires du pays (1881,7 milliards)⁴. Si la dépense publique était calculée hors consommations intermédiaires publiques (1 260 – 111,5 = 1 148,5 milliards), elle serait de $1\,148,5 / 2\,228,9 = 51,5$ % du PIB, soit 5 points de pourcentage de moins que le taux habituellement affiché. Si on rapportait la dépense publique telle qu'elle est affichée non pas au PIB mais à la production totale incluant toutes les consommations intermédiaires, elle ne représenterait plus que 30,7 % de cette production. En bref, il y a une partie desdites dépenses publiques (les consommations intermédiaires publiques) qui ne font pas partie du PIB.

D'autre part, les conventions sur les dépenses publiques et sociales varient d'un pays à l'autre, empêchant des comparaisons fiables. Aux États-Unis, la protection sociale est largement confiée au marché et coûte plus cher en primes versées aux compagnies d'assurance que les cotisations sociales à la Sécurité sociale française : 16,4 % du PIB états-unien pour la santé contre 10,9 % en France⁵. En Allemagne, la dépense publique est égale à 45 % du PIB, mais il n'existe pas d'écoles maternelles et les dépenses d'assurance-retraite privées ont beaucoup augmenté depuis les réformes Schröder.

Des dépenses publiques... profitables...

Enfin, la dépense publique est une aubaine pour les entreprises privées. Qui construit les routes, les écoles, les hôpitaux, les bibliothèques et les piscines municipales ? Qui vend à l'État des ordinateurs pour les écoles et les universités, des armes et munitions pour les armées, de l'énergie pour les bâtiments et véhicules publics, etc. ? Les entreprises privées. Cela signifie que les investissements publics et les consommations publiques et privées (une part de ces dernières provient des salaires versés dans la fonction publique) constituent la demande qui s'adresse à elles. Aussi, la progression de la dépense publique, tant honnie par les libéraux, n'est en aucun cas défavorable à l'économie. Elle est un choix de la société de privilégier des objectifs collectifs et de soustraire le bien commun à l'emprise du profit.

⁴ Les consommations intermédiaires sont les consommations de matières premières et d'énergie nécessaires pour produire, que l'on soustrait de la production pour ne pas les compter plusieurs fois.

⁵ OCDE, « Statistiques sur la santé en 2015 », <https://www.oecd.org/fr/sante/systemes-sante/French%20Country-Note-FRANCE-OECD-Health-Statistics-2015.pdf> : la part publique de la santé est de 47 % aux États-Unis et de 79 % en France.